



SOMMAIRE EXÉCUTIF

Impacts de la pandémie de COVID-19 sur les femmes au Canada

Novembre 2022

Recueil d'essais présenté par la SRC

La pandémie de SRAS-COV-2 (ci-après « COVID-19 ») a eu des répercussions profondes et prononcées sur les femmes, les filles et les personnes de genre non conforme au Canada. Comparativement aux hommes, ce groupe a subi un impact nettement plus grave en matière de pertes d'emplois rémunérés (Grekou and Lu, 2021). Alors que les besoins en services de soins, rémunérés ou non augmentaient, ce sont les femmes qui ont assumé le plus lourd fardeau dans ce domaine (Leclerc, 2020). Les périodes répétées de confinement à la maison ont augmenté les risques de violence fondée sur le genre pour les filles, les femmes et les personnes de genre non conforme vivant en situation de violence (Yakubovich & Maki, 2021). Les fermetures d'écoles ont eu un impact plus important sur l'apprentissage et la santé mentale des filles à l'école primaire et secondaire (Statistics Canada, 2021e). La transition vers le marché du travail des femmes aux études postsecondaires a été rendue plus difficile par la récession liée à la pandémie (Statistics Canada, 2021e). Le système fiscal, utilisé pour fournir une bonne partie du soutien d'urgence au revenu octroyé pendant la pandémie, continue d'avoir des effets sexospécifiques parce qu'il reflète les préjugés sexistes des normes sociales (Coelho et al., 2022). Les femmes et les adolescentes ont dit souffrir d'une plus grande détresse mentale pendant la pandémie et nous constatons que les effets sexospécifiques de cette détresse dans le système de santé, qui existaient déjà avant la pandémie, ont été exacerbés par les impacts de la pandémie, notamment les besoins de santé non satisfaits et les admissions à l'hôpital pour des troubles mentaux et alimentaires graves (Leger, 2022; Vaillancourt & Szatmari, 2022). Ces constats ont également été signalés dans de nouvelles recherches transnationales, ce qui indiquerait que les inégalités entre les genres en matière de santé et de résultats socioéconomiques ont été exacerbées par la pandémie (Flor et al., 2022).

Dans le cadre de cette expérience globale, les effets de la pandémie n'ont pas été homogènes chez les femmes, les filles et les personnes de genre non conforme. Les femmes des communautés noires et d'autres groupes racialisés ont été confrontées à des risques plus élevés de pertes économiques, à davantage de difficultés à accéder au filet de protection sociale et à des éléments essentiels à la vie comme un logement adéquat et stable, tout en subissant des risques disproportionnés d'exposition à la COVID-19 en raison de leur surreprésentation au sein de l'économie des soins (Canadian Research for the Advancement of Women, 2021). Les personnes qui s'identifient comme membres de la communauté LGBTQTi2S+¹ ont connu des taux encore plus élevés de pertes d'emplois et de risques de problèmes de santé mentale et physique (Prokopenko & Kevins, 2020). Les femmes et les filles autochtones ont vu la crise sanitaire être instrumentalisée au sein

1 Pour plus de clarté, cet acronyme désigne les membres des communautés lesbienne, gaie, bisexuelle, queer ou en questionnement, trans, intersexuée, bispirituelle et des autres groupes à l'exception des personnes hétérosexuelles et cisgenres. Cet acronyme sera utilisé tout au long de ce rapport par souci de cohérence, sauf dans les citations directes qui utilisent d'autres formes d'acronymes connexes.

de leurs communautés pour accélérer la mise en œuvre d'autres changements de politiques qui vont à l'encontre des objectifs de réconciliation (Power et al., 2020). Les femmes, et en particulier les femmes autochtones, noires et de couleur (PANDC), sont plus susceptibles de vivre avec un handicap (Burlock, 2017) et les femmes handicapées ont connu certaines des pires situations durant cette pandémie – impacts économiques, sécurité compromise, risques pour la santé, etc. (Shakespeare et al., 2021).

Le présent rapport regroupe un ensemble de mémoires produits par un groupe diversifié d'expert.e.s du monde universitaire, du secteur de la santé et du secteur associatif. Ces mémoires expliquent de manière plus détaillée l'impact qu'a eu la COVID-19 sur les femmes, les filles et les personnes de genre non conforme, reconnaissant qu'elle a eu des impacts distincts pour chacun de ces groupes. La diversité des voix et des points de vue représentés dans ce recueil nous rappelle que les femmes et les personnes de genre non conforme au Canada ont vécu des expériences distinctes pendant la pandémie. Ce recueil de mémoires intéressera les décideurs de tous les ordres de gouvernement, les analystes des secteurs privé et public, ainsi que les praticiens, notamment les prestataires de services et les organismes communautaires.

Le rapport est divisé en trois parties, chacune contenant des mémoires qui présentent l'état actuel des connaissances² relatives à un domaine particulier et proposent des solutions de changement – au regard des politiques et des pratiques – en vue de la période post-COVID au Canada. La première partie porte sur les crises sanitaire et économique simultanément engendrées par la pandémie en abordant la santé des femmes en général, les dimensions sexospécifiques de l'impact de la COVID-19 sur le marché du travail et la crise liée à la santé mentale en particulier. La partie 2 examine comment la pandémie a exacerbé les risques que subissent depuis longtemps les femmes, les filles et les personnes de genre non conforme. Les cinq mémoires de cette partie traitent de la violence fondée sur le genre, des expériences de la communauté LGBTQi2S+, des femmes et des personnes de genre non conforme vivant avec un handicap, des femmes, des filles et des personnes de genre non conforme autochtones; et des femmes et des personnes de genre non conforme racialisées. La troisième partie examine la capacité du système et la nécessité de le réformer et ses mémoires portent sur l'éducation, l'économie des soins et le système fiscal.

Comme il s'agit d'un recueil de travaux qui s'appuient non seulement sur un large éventail de sources de données, mais aussi sur une littérature volumineuse publiée sur une période très large et dans le cadre de disciplines très variées, il y aura naturellement une incohérence dans le langage utilisé pour désigner les identités de sexe et de genre. Par le passé, le sexe et le genre ont souvent été utilisés de manière interchangeable, mais il s'agit de deux concepts différents. Le sexe est généralement catégorisé comme féminin ou masculin et fait référence à des attributs biologiques. Le genre est souvent considéré comme un concept social qui englobe un continuum de concepts plus précis et qui peuvent varier selon le temps, le lieu et la culture. Le genre peut correspondre ou non au sexe d'une personne. Les identités de genre comprennent les hommes, les femmes, les filles, les garçons et les personnes de genre non conforme. Tout au long de cet ouvrage, nous nous efforçons d'utiliser le vocabulaire et la conception du genre les plus inclusifs possibles. Dans ce texte, le terme « femme » signifie « personne identifiée comme femme ». Dans certains contextes, cependant, il peut s'avérer impossible de préserver la cohérence

2 Les mémoires contenus dans ce rapport ont été rédigés au cours du printemps et de l'été 2021 et correspondent à l'état des connaissances à ce moment-là. Nous constatons que les politiques liées à la COVID-19 ont considérablement changé depuis cette époque, mais que le virus continue de circuler.

terminologique, puisqu'il faut parfois s'appuyer sur des données qui n'identifient les personnes qu'en fonction de leur sexe et non de leur genre, des citations de sources qui utilisent un langage obsolète et des documents utilisant une terminologie différente.

En considérant ce recueil de mémoires de manière holistique, ainsi que ses conclusions et ses recommandations en rapport avec les expériences d'un éventail de femmes aux identités croisées, la leçon la plus retentissante à retenir de la pandémie et de nos efforts pour la comprendre et y répondre est peut-être la nécessité d'intégrer des analyses et des conseils qui tiennent compte des différences de genre, de race, de revenu, de statut d'incapacité, etc. L'attention portée aux différences entre les genres et aux différences d'expérience au sein d'un même genre, s'est révélée essentielle pour comprendre les niveaux de risque et les capacités. Alors que nous contemplons les défis qui se présentent à nous, en espérant non seulement une reprise post-COVID-19 équitable, mais aussi la possibilité d'une transition plus forte vers une société plus juste, ce qu'il nous faut, c'est une approche beaucoup plus inclusive dans les secteurs public, privé et bénévole pour remédier aux défaillances qui minent depuis longtemps l'économie et de la société. Les politiques adoptées, les résultats de ces politiques et leurs répercussions doivent être plus représentatifs des expériences et des épreuves des populations marginalisées et sous-représentées, et y être davantage sensibles. L'élaboration des politiques doit également prendre expressément en compte la manière dont les inégalités sont générées et perpétuées dans les recherches publiques, au sein des institutions et dans le discours public. Cela ne pourra se faire que lorsque le cadre transdisciplinaire de l'intersectionnalité sera pris au sérieux. Cela englobe le fait tout aussi important que les identités individuelles, les politiques et les institutions sont indissociables des systèmes de pouvoir dont ils sont à la fois les produits et les serviteurs.

Qu'entendons-nous par intersectionnalité? L'intersectionnalité est le plus souvent associée aux travaux de la spécialiste juridique de la théorie critique, Crenshaw (1989), qui a inventé le terme en référence à l'oppression unique et multiforme dont sont victimes les femmes noires dans leurs interactions avec le système juridique américain. Cependant, comme le soulignent les spécialistes de l'intersectionnalité (p. ex., Cameron & Tedds, 2022; Hankivsky et al., 2014), le concept d'intersectionnalité se rattache à un vaste et riche courant de pensée dans lequel s'inscrivent le militantisme noir, autochtone, queer et féministe postcolonial et les travaux d'érudition associés (voir par exemple, Combahee River Collective, 1978; Hooks, 1981, 1984; Mohanty, 1984). À la base, l'intersectionnalité se rapporte aux interactions qui ont lieu entre les diverses dimensions de l'identité dans le contexte de systèmes de pouvoir qui se chevauchent (McCall, 2005). Au cœur de l'intersectionnalité se trouve la reconnaissance du fait que l'identité est intrinsèquement multidimensionnelle et façonnée par des catégories (par exemple, le genre, la race) qui doivent être considérées simultanément, de manière croisée et en contexte; que le monde social et ses institutions composites (l'État, le marché, la communauté) constituent des sites de pouvoir, au sein desquels l'identité et l'expérience sont façonnées; et que des systèmes de pouvoir imbriqués (colonialisme, misogynie) peuvent sous-tendre, influencer, fonctionner et se reproduire à divers niveaux allant de l'individu à la société (voir Collins, 2015; Dhamoon, 2011; Hancock, 2007a; Hankivsky & Cormier, 2011; Hankivsky et al., 2014; Manuel, 2019; McCall, 2005). Dans le contexte des politiques publiques, ces éclairages peuvent aider les chercheurs et les praticiens à dépasser les considérations unidimensionnelles, cloisonnées et décontextualisées qui ont dominé le discours politique jusqu'à présent sur l'identité et l'expérience. L'analyse intersectionnelle peut révéler comment les lieux sociaux et les structures de pouvoir façonnent l'expérience des questions politiques ainsi que la disponibilité et la prestation des services (Hankivsky et al., 2014),

par exemple, et comment de multiples aspects de la vie des gens se conjuguent et aboutissent à « des choix différents, des décisions différentes et des résultats différents, même parmi des groupes aux situations semblables (Manuel, 2019, p. 46) ».

Bien que l'intersectionnalité soit bien comprise dans certains cercles du monde universitaire, elle ne l'est pas dans le contexte de l'analyse et de l'élaboration des politiques publiques. L'analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) demeure le principal mécanisme utilisé par le gouvernement fédéral pour traiter les questions d'égalité et de diversité dans les politiques publiques. Cependant, l'ACS Plus n'intègre que dans une faible mesure l'intersectionnalité et ne constitue pas un cadre suffisant pour réaliser une analyse intersectionnelle des politiques. En particulier, l'ACS Plus néglige certains concepts fondamentaux relatifs au pouvoir et à la partialité et ne considère les questions d'identité que de manière additive et non intersectionnelle. Le présent rapport est un appel aux universitaires et aux praticiens des politiques publiques à faire un effort concerté afin d'intégrer l'intersectionnalité dans leurs recherches et leur élaboration et analyse des politiques publiques afin que les questions intersectionnelles d'identité et de pouvoir deviennent des aspects centraux de ces analyses.